

le ministre s'est trompé dans ses prédictions. Mais même les meilleurs d'entre nous sont susceptibles d'être mal conseillés ou de se tromper, et je trouve que nous aurions tort de consacrer nos énergies à montrer à quel point le ministre s'est trompé dans ses prédictions.

Le reste de l'exposé des libéraux a consisté surtout en pleurs et en lamentations. J'ai suivi le débat durant quelques heures et je n'ai pas entendu une seule proposition constructive sur ce qu'il y aurait lieu de faire, sauf évidemment, que les libéraux devraient remplacer les conservateurs au pouvoir. C'est loin d'être suffisant, surtout si l'on se rappelle que nos maux les plus grands nous viennent du régime libéral, sans que les conservateurs aient fait quoi que ce soit pour y remédier.

Je crois de mon devoir de condamner le gouvernement de n'avoir pas su remédier à la situation, parce que, au temps des élections, les conservateurs ont prétendu avoir les réponses à tous nos problèmes économiques. Nous attendons et tout le Canada attend ces réponses. Je sais que les Canadiens dans l'ensemble ont été excessivement déçus de l'exposé budgétaire présenté hier soir. J'ai constaté cependant une amélioration: le ministre, au nom du gouvernement, a avoué enfin que le gouvernement est responsable du bien-être économique de la nation canadienne. C'est déjà un progrès, je pense, quand le gouvernement conservateur admet que, d'après son mandat, il doit de nos jours accepter la responsabilité du bien-être économique des Canadiens, la responsabilité de la santé économique de l'ensemble de la nation. Cet aveu est fait bien des années en retard.

En effet, je regrette énormément que le ministre n'ait pas pu nous dire quand il espère que la régression économique actuelle prendra fin. L'honorable député ne fait que prévoir un prolongement de ce marasme et si j'ai bien saisi ses propos, il prévoit que ce ralentissement économique durera longtemps. J'avais espéré qu'il pourrait au moins nous donner quelques raisons de prévoir la fin de la situation actuelle.

J'ai constaté avec regret que le ministre a eu tendance à attribuer la régression économique que nous traversons à ce qui se produit en Europe et aux États-Unis. Les événements en Europe sont assez récents, et s'il est vrai que l'activité économique ralentit en Europe, c'est tout à fait récent et on ne saurait attribuer à cette évolution les difficultés qui nous confrontent. Le ministre et, je suppose, le gouvernement aussi semblent avoir pris pour attitude de laisser les événements suivre leur cours et de ne prendre aucune disposition énergique ou radicale pour

régler la situation. On semble se dire: laissons les événements suivre leur cours et éventuellement tout s'arrangera, et nous finirons par prendre le dessus. Il est évident que le gouvernement a peur de s'attaquer judicieusement et énergiquement aux problèmes qui nous confrontent.

Tout en se tenant responsable de la santé économique de la nation, le gouvernement refuse de s'acquitter de cette responsabilité. Où trouver ce programme général dont nous avons tant entendu parler et grâce auquel les membres du gouvernement se sont vantés de régler nos problèmes. Ils n'en finissent pas de tenir des conférences. Ils demandent les conseils de toutes les régions du pays et de tous les secteurs intéressés et je sais qu'ils en ont reçu en abondance. Cependant, nous en sommes encore à nous demander s'ils vont se décider à faire quelque chose. Comment va-t-on résoudre nos graves problèmes? Je suis convaincu que le budget présenté hier soir n'apporte aucune solution à nos difficultés.

C'est vraiment un budget pour les hommes d'affaires, une concession aux sociétés et aux capitalistes de la nation, non pas aux veuves ni aux orphelins. Le budget ressemble à un sac de petites patates. Le ministre peut être assuré que nous allons l'examiner. Je sais que certaines des propositions qu'il renferme sont acceptables et que d'autres le sont peut-être moins.

J'ai trouvé un indice particulier de la vieille politique tory des hauts tarifs douaniers, qui consiste à préconiser ouvertement le commerce multilatéral pendant que les hauts tarifs douaniers s'installent par le truc d'une nouvelle interprétation de la fabrication au Canada. L'effet de l'annonce du ministre peut bien être, pour certaines catégories de machinerie, une hausse des droits de 7½ p. 100 à 22½ p. 100, un supplément considérable aux frais de production dans notre pays.

Le ministre semble être bien pressé de voir les Canadiens devenir propriétaires de nos industries canadiennes en déclin. L'attitude et l'intention peuvent être louables, mais l'important c'est de rétablir notre économie. C'est primordial. On ne devrait pas demander aux Canadiens de devenir propriétaires d'une économie qui est réellement malade.

A l'heure où elle aurait besoin de recevoir une grande impulsion, on n'a qu'un petit coup de coude à lui donner. Pour nous, nous disons: c'est le temps d'agir. Il est urgent de prendre des mesures radicales pour donner à notre économie le regain de vie dont elle a tant besoin. L'acceptation passive du nationalisme économique n'est pas une solution. En 1960, et encore davantage en 1961,